

Corinne Deloy

Analyse

Sauf surprise, Ilham Aliev devrait être réélu le 9 octobre prochain pour un troisième mandat à la présidence de la République d'Azerbaïdjan

Les Azerbaïdjanais éliront leur président de la République le 9 octobre prochain. L'article 178 du code électoral stipule que le chef de l'Etat doit être désigné le 3e vendredi d'octobre de l'année de la fin du mandat présidentiel mais cette année, ce jour, en l'occurrence le 16 octobre, sera celui de la fête de l'Aïd al-Adha (fête du sacrifice). La date du scrutin a donc été avancée d'une semaine.

Cette élection présidentielle est sans enjeu tant la victoire semble acquise au président sortant, Ilham Aliev (Parti du nouvel Azerbaïdjan, YAP), au pouvoir depuis 2003, où il a succédé à son père Heydar Aliev, qui avait dirigé le pays quasiment sans interruption entre 1969 et 2003. Réélu à la tête de l'Etat le 15 octobre 2008 avec 88,67% des suffrages, Ilham Aliev a obtenu en 2009 par référendum la levée de la limitation à deux du nombre des mandats présidentiels consécutifs et peut donc briguer un 3e mandat.

Le 7 juin dernier, Ilham Aliev a été désigné candidat du YAP lors du congrès du parti. Son épouse Mehriban Alieva a été élue à la vice-présidence du parti. Le YAP a consolidé son pouvoir lors des dernières élections législatives du 7 novembre 2010. Il a obtenu 72 des 125 sièges du Milli Majlis (Assemblée nationale), chambre unique du Parlement, soit un résultat plus élevé que celui qu'il avait obtenu lors du précédent scrutin du 6 novembre 2005 (+ 9).

Ilham Aliev est soutenu par le Conseil religieux suprême des peuples du Caucase qui a demandé aux Azerbaïdjanais de voter pour lui le 9 octobre.

L'Azerbaïdjan, pays riche en gaz naturel et en pétrole (celui-ci représente 50% du budget de l'État et 70% des exportations), a connu une très forte croissance économique au cours des dernières années. Le PIB a ainsi augmenté de 35% en 2006. Les chiffres ont néanmoins enregistré un net recul (9,3% en 2009, 5% en 2010 et même -1,1% en 2011) en raison du ralentissement de l'économie internationale consécutif à la crise. Le pays souffre indéniablement du manque de diversification de son économie et de sa dépendance à l'égard des hydrocarbures. Le pays est également une voie de transit importante pour les troupes et les ravitaillements américains vers l'Afghanistan.

Un scrutin d'ores et déjà controversé

Les Etats-Unis ont exprimé leurs doutes sur le caractère démocratique de l'élection présidentielle à venir. « Une élection libre et juste ne se limite pas à ce qui se passe le jour du scrutin. Pour assurer une atmosphère électorale impartiale, il faut garantir l'accès de tous les partis aux médias, créer des opportunités pour une campagne libre et la tenue de mee-

tings réguliers hors de toute interférence du pouvoir. Cela inclut la possibilité de mener d'un dialogue civil sain » a déclaré l'ambassadeur américain à Bakou, Richard Morningstar.

L'ONG Human Rights Watch a accusé les autorités azerbaïdjanaises de recourir à de fausses accusations de possessions de drogue contre les opposants au régime d'Ilham Aliev. 4 personnes ont ainsi été arrêtées entre mars et mai derniers : un blogueur, le membre d'un mouvement de jeunesse, un militant de l'opposition et un imam, chez lesquels la police aurait découvert de petites quantités de drogue. Tous ont réfuté les accusations dont ils font l'objet et 3 d'entre eux ont affirmé avoir été battus en prison. « Ces derniers cas font partie de l'intensification d'une campagne du gouvernement contre ses critiques à l'approche de l'élection présidentielle » indiquait Giorgi Gogia, chercheur à Human Rights Watch.

A la fin de l'année dernière, les autorités, effrayées par les protestations du « Printemps arabe » et leur possible influence sur les peuples du Caucase, ont renforcé les sanctions à l'égard des participants à toute manifestation non

Election présidentielle en Azerbaïdjan

9 octobre 2013

autorisée (l'opposition n'est plus autorisée à rassembler ses sympathisants en dehors de Bakou) ; la liberté de parole a été réduite (notamment sur les réseaux sociaux) et des dizaines de personnes ont été interpellées.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) enverra une mission d'observation du scrutin présidentiel forte de 32 personnes. Elle sera conduite par Robert Walter. Koray Targay dirigera la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui a débuté le 26 août dernier.

Le dirigeant d'un des deux principaux partis d'opposition Musavat (Egalité), Isa Gambar, a d'ores et déjà indiqué que des manifestations seront organisées contre la candidature d'Ilham Aliev qu'il qualifie d'« *illégitime* ». Le 18 août dernier, environ 3 000 personnes proches du Conseil national des forces démocratiques ont manifesté dans la banlieue de Bakou.

La dernière élection présidentielle du 15 octobre 2008, à laquelle les forces de l'opposition avaient refusé de participer, avait été marquée par des irrégularités.

Rappel des résultats du scrutin présidentiel du 15 octobre 2008 en Azerbaïdjan

Participation : 75,64%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Ilham Aliev (Parti du nouvel Azerbaïdjan, YAP)	3 232 259	87,34
Igbal Aghazade (Umid)	104 279	2,82
Fazil Mustafaiev (Parti de la grande création)	89 985	2,43
Gudrat Hasangouliev (Parti du front populaire de l'Azerbaïdjan unifié)	83 037	2,24
Gulamhuseïn Alibaili (indépendant)	81 120	2,19
Fouad Aliev (Parti libéral-démocrate)	28 423	0,77
Hafiz Hajiev (Musavat)	23 771	0,64

Source : Commission électorale centrale d'Azerbaïdjan

L'institut d'opinion Adam a mené une enquête en Azerbaïdjan. 38,1% des personnes interrogées ont qualifié le gouvernement du pays de « *pseudo-démocratique* » et 26,3% de « *demi-démocratie ou de démocratie limitée* ». Les 2/3 des personnes interrogées (65,3%) ont affirmé préférer un gouvernement démocratique à un gouvernement autoritaire. Pourtant, si 62% des Azerbaïdjanais considèrent que l'organisation d'élections libres et transparentes est nécessaire pour un développement normal de la société, 32% estiment pouvoir s'en passer, la stabilité du pays et le niveau des salaires étant les choses les plus importantes à leurs yeux. 7 Azerbaïdjanais sur 10 (71,2%) ont dit vouloir participer à l'élection présidentielle.

La fonction présidentielle et les candidats

Le président de la République est, en Azerbaïdjan, doté des principaux pouvoirs politiques. Un candidat à l'élection présidentielle doit obligatoirement recueillir les signatures d'au moins 40 000 électeurs pour pouvoir concourir. 21 personnes sont officiellement candidates et ont été enre-

gistrées par la Commission électorale centrale. Mais les candidatures peuvent être soumises à cet organisme jusqu'au 9 septembre.

Les candidats sont les suivants :

- Ilham Aliev, président sortant au pouvoir depuis 2003 et dirigeant du principal parti politique (YAP) ;
- Jamil Hasanli, professeur d'histoire à l'université d'Etat de Bakou, candidat du Conseil national des forces démocratiques, rassemblant plusieurs partis de l'opposition ;
- Igbal Aghazade, président du parti Umid (Espoir) ;
- Ahmed Oruj, président du parti Azadlig (Liberté) ;
- Ali Aliev, dirigeant du Parti des citoyens et du développement ;
- Fouad Aliev, président du Parti libéral-démocrate ;
- Hafiz Hajiyev, candidat du Musavat moderne ;
- Faraj Guliev, dirigeant du Parti du renouveau national ;
- Arastun Orujly, directeur du centre de recherche Est-Ouest, indépendant ;
- Araz Alizade, co-dirigeant (avec Ayaz Mutalibov) du Parti social-démocrate ;

- Goudrat Hasangouliev, Parti du front populaire de l'Azerbaïdjan unifié ;
- Sardar Mammadov, dirigeant du Parti démocrate ;
- Ilias Ismailov, Parti Adalet (Justice) ;
- Zahid Oruj, indépendant ;
- Ilgar Eldar Mammadov, avocat actuellement en détention préventive, indépendant ;
- Ismail Yusuf, indépendant ;
- Elshan Hasanov, indépendant ;
- Gudrat Isagov, indépendant ;
- Raouf Guliev, indépendant ;
- Hidayat Rustambali, indépendant ;
- Ilgar Ali Mammadov, indépendant.

Le 2 juillet dernier, le Conseil national des forces démocratiques créé le 12 mars dernier sur le modèle de la coalition du Rêve géorgien de Bidzina Ivanishvili (union de 6 partis qui ont remporté les élections législatives du 1er octobre 2012 en Géorgie), avait désigné Roustam Ibrahimbekov comme candidat d'une opposition unie à la présidence de la République. Dramaturge et scénariste, Roustan Ibrahimbekov a remporté l'Oscar du meilleur film en langue étrangère en 1994 pour le film *Burnt by the Sun*.

Mais la Commission électorale centrale a refusé, le 27 août dernier, d'enregistrer Roustam Ibrahimbekov en raison de sa

double nationalité (azerbaïdjanaise et russe). En effet, selon la Constitution, tout candidat au scrutin présidentiel doit résider depuis plus de 10 ans de façon permanente en Azerbaïdjan (Roustam Ibrahimbekov n'y a vécu que 1 163 jours). Le candidat de l'opposition avait réclamé la révocation de sa nationalité russe et le Conseil national des forces démocratiques avait demandé au président russe Vladimir Poutine de faciliter le processus.

Après la décision de la Commission électorale centrale, le Conseil national des forces démocratiques a désigné Jamil Hasanli comme candidat de l'opposition unie. Celui-ci a fait de l'intégration de l'Azerbaïdjan à l'Union européenne et à l'OTAN ses priorités.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut indépendant Adam, 26% des électeurs souhaitent voter le 9 octobre en faveur du président sortant; 16,5% pour le candidat de l'opposition et 6,5% en faveur de Ali Karimli, dirigeant du Parti du front populaire (AXCP). Un autre sondage réalisé par le Centre Ryay et publié le 4 septembre dernier indique que plus de 8 Azerbaïdjanais sur 10 (84,70%) s'appêtent à reconduire le président à son poste. Seuls 0,4% se prononceraient pour Jamil Hasanli.

La campagne électorale débutera le 16 septembre et s'achèvera le 8 octobre prochain.

Le président sortant Ilham Aliev est réélu pour un 3e mandat en Azerbaïdjan

Le président de la République sortant, Ilham Aliev (Parti du nouvel Azerbaïdjan, YAP), a été réélu le 9 octobre lors de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan. Au pouvoir depuis 2003, où il a succédé à son père Heydar qui avait dirigé le pays quasiment sans interruption entre 1969 et 2003, il effectuera donc un 3e mandat de 5 ans à la tête du pays.

Selon des résultats encore partiels, Ilham Aliev a recueilli 85% des suffrages, contre 5% à son principal opposant Jamil Hasanli, candidat du Conseil national des forces démocratiques. Les forces de l'opposition, qui avaient en majorité choisi de boycotter la précédente élection présidentielle du 15 octobre 2008, étaient cette fois parvenues à s'entendre pour soutenir un candidat commun. Après le refus de la Commission électorale d'enregistrer le scénariste Rustam Ibragimbekov en raison de sa double nationalité, russe et azerbaïdjanaise l'historien et ancien député Jamil Hasanli avait été choisi pour représenter l'opposition.

La participation a été légèrement inférieure à celle enregistrée lors du précédent scrutin présidentiel du 15 octobre 2008 : 72% (-3,64 points).

Résultats

Ilham Aliev avait fait campagne sur son bilan, la promesse de stabilité et la poursuite du progrès économique. L'Azerbaïdjan, pays riche en gaz naturel et en pétrole, a connu une forte croissance économique. Le PIB est ainsi passé de 850 à 7 850 \$ au cours des 10 dernières années, soit la plus conséquente augmentation de cet indicateur au monde. Bakou a enregistré une croissance de 5% de son PIB au 1er semestre 2013. Le pays souffre cependant du manque de diversification de son économie et de sa dépendance à l'égard des hydrocarbures. De nombreux experts affirment que la baisse probable des revenus du pétrole devrait engendrer au sein de la population un mécontentement qui pourrait s'avérer difficile à contenir pour les autorités. On observe ainsi depuis quelques mois l'expression de revendications émanant de la société, notamment contre la corruption et l'augmentation des inégalités.

Les forces de l'opposition ont fait état d'irrégularités, notamment de bourrage d'urnes. « *Des fraudes massives ont eu lieu dans tout le pays* » a déclaré Jamil Hasanli. « *L'opposition ne reconnaît pas les résultats de cette élection présidentielle, qui n'a été ni libre ni juste* » a souligné l'état-major de l'opposition. Plus de 55 000 observateurs locaux et internationaux ont surveillé le déroulement du scrutin [1]. Le 3 octobre dernier, l'Union européenne s'était déclarée préoccupée

par « *les pressions* » exercées sur les forces de l'opposition, la société civile et les médias indépendants et par « *les récents développements en Azerbaïdjan qui ont des conséquences à la fois sur la période pré-électorale et sur le respect des droits de l'Homme et des libertés politiques* » selon la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Catherine Ashton, et le commissaire de l'Elargissement et à la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle, qui évoquaient « *des intimidations, des arrestations basées sur des charges douteuses, et des condamnations ne respectant pas les standards internationaux* ».

« *Beaucoup de gens sont mécontents de la redistribution inégale des revenus du pétrole, de l'arbitraire, de l'absence d'accès à une éducation et à une médecine de qualité. Mais l'opposition n'a pas su transformer ce mécontentement en véritable mouvement de protestation* » analyse Togrul Djuvarly, politologue et chef du Comité public national pour l'intégration européenne. « *Si le système politique n'est pas démocratique, Ilham Aliev ne possède pas d'adversaire crédible* » a souligné Alex Nice, spécialiste du Caucase à l'Economist Independence Unit. Enfin, Leyla Yunus, présidente de l'Institut de la paix et de la démocratie, a indiqué que « *l'absence d'une classe moyenne capable de revendiquer* » explique en partie la situation actuelle en Azerbaïdjan.

1. <http://www.osce.org/odihr/elections/106908>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.